ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 12 juin 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les titres requis du personnel enseignant des établissements d'enseignement maritime de l'Etat", a donné le 23 juin 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e juni 1965 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de bevoegdheidsbewijzen vereist van het onderwijzend personeel der Rijksinrichtingen voor Zeevaartonderwijs", heeft de 23e juni 1965 het volgend advies gegeven :

Article 1er.

A. Ecole supérieure de navigation.

1. Directeur.

D'après les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, le diplôme portant sur quatre années d'études universitaires doit être un diplôme final qui sanctionne un cycle complet d'études. Les intentions du Gouvernement seraient mieux rendues par une énumération des grades qui sont délivrés à la fin des études.

Les mots "diplôme portant sur quatre années d'études universitaires" devraient être remplacés par le texte suivant : "diplôme légal ou scientifique de licencié, docteur, pharmacien, ingénieur ou agrégé".

Cette observation vaut également pour le professeur ou chargé de cours des sections "pont" et "machine" de l'Ecole supérieure de navigation et pour le directeur, le professeur ou le chargé de cours de la section "pont" de l'Ecole de navigation.

2. Section "pont".

Officier-instructeur.

Par souci de concordance avec la terminologie de l'arrêté royal du 30 mai 1958 portant classement des enseignements donnés dans les établissements d'enseignement maritime et de certains certificats, diplômes et brevets pour la navigation maritime, il y a lieu de remplacer les mots "second lieutenant" par "deuxième lieutenant".

.../...

Cette observation vaut également pour l'officier-instructeur de l'Ecole de navigation, le second du navire-école à l'Ecole de navigation et l'officier-instructeur visé à l'article 2.

Maître d'études.

En exigeant du maître d'études le diplôme d'enseignement moyen supérieur, le projet impose le titre donnant accès aux études universitaires et écarte le certificat d'études moyennes supérieures.

En effet, depuis le 1er janvier 1965 - date de l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 1964 modifiant, en ce qui concerne les conditions d'admission aux examens des grades académiques, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires - deux titres différents sont dorénavant délivrés aux élèves qui terminent un cycle complet d'humanités. D'une part, le certificat d'études moyennes supérieures est délivré à celui qui termine avec fruit ses études moyennes, tandis que, d'autre part, le diplôme est réservé à celui qui a non seulement terminé avec fruit ses études moyennes, mais a en outre été reçu à un examen de maturité. Seul le diplôme donne accès aux examens universitaires. Il est également à remarquer que l'admission aux examens des grades académiques n'est plus réservée à ceux qui ont terminé des études moyennes. La même loi du 8 juin 1964 admet également aux examens universitaires les élèves des écoles techniques secondaires supérieures (section scientifique industrielle).

.../...

Dès lors, si le Gouvernement requiert du maître d'études la preuve qu'il a terminé avec fruit un cycle complet d'études secondaires (moyennes ou techniques), il suffira de remplacer les mots "diplôme d'enseignement moyen supérieur" par "certificat homologué d'études moyennes supérieures ou diplôme d'école technique secondaire supérieure (section scientifique industrielle)". Par contre, s'il faut que le maître d'études soit en possession d'un titre donnant accès aux études supérieures, il y aura lieu de remplacer ledit passage par le texte suivant : "diplôme homologué donnant accès à un grade légal académique".

Enfin, il y a lieu d'écrire "enseignement normal primaire" au lieu de "enseignement normal inférieur".

Ces observations valent également pour le maître d'études de l'Ecole de navigation.

3. Navire-école.

Par souci de concordance avec l'arrêté royal du 30 mai 1958 prérappelé, il y a lieu d'écrire partout, dans la version néerlandaise, "opleidingsschip" au lieu de "oefenschip".

4. Section "machine".

Du professeur de cours techniques, il est requis un diplôme d'ingénieur (universitaire).

.../...

S'il entre dans les intentions du Gouvernement de ne pas admettre les titulaires du grade "ingénieur agronome", il est préférable de remplacer "diplôme d'ingénieur (universitaire)" par les mots "diplôme d'ingénieur civil".

5. Ecole des matelots et des cuisiniers.

Professeurs ou chargés de cours pour les cours généraux.

Du professeur est requis le diplôme de régent ou d'instituteur.

Le diplôme de régent ne se délivre plus. Il est remplacé par le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur.

D'autre part, il y a lieu de viser le diplôme d'instituteur d'une manière uniforme.

Les mots "diplôme de régent ou d'instituteur" sont à remplacer comme suit : "diplôme de régent, diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou diplôme d'enseignement normal primaire".

Cette observation vaut également pour le professeur ou chargé de cours à l'école des matelots et des cuisiniers de l'Ecole de navigation.

.../...

Chef-cuisinier-instructeur et cuisinier-instructeur.

Chief-steward-instructeur et steward-instructeur.

D'après la version néerlandaise, l'expérience qui est exigée des candidats aux divers emplois doit être utile. Cette condition, qui n'est que trop évidente et n'apparaît pas dans la version française, peut être omise sans inconvénient. Le mot "nuttige" est dès lors à supprimer.

Cette observation vaut également pour les fonctions similaires à l'Ecole de navigation.

B. Ecole de navigation.

2. Section "pont".

Seuls les détenteurs des brevets de premier lieutenant au long cours ou au cabotage ont accès au grade de premier officier-instructeur.

Le brevet de premier lieutenant au long cours n'est délivré que depuis le 1er juillet 1958. Pour la période antérieure, le brevet équivalent était celui de lieutenant au long cours (voir d'ailleurs les titres requis pour le premier officier-instructeur à l'Ecole supérieure de navigation).

S'il entre dans les intentions du Gouvernement d'admettre les détenteurs du brevet de lieutenant au long cours, il y a lieu de remplacer les mots "brevet de premier lieutenant au long cours ou au cabotage" par les mots suivants : "brevet de lieutenant au long cours délivré avant le 1er juillet 1958, de premier lieutenant au long cours ou au cabotage".

.../...

4. Section "machine".

En vue de maintenir une terminologie conforme à celle de l'arrêté royal du 13 décembre 1961 portant statut pécuniaire du personnel enseignant des établissements d'enseignement maritime de l'Etat ainsi que des navires-écoles qui y sont annexés, il y a lieu de remplacer "section "machine" (pêche hauturière)" par "section de mécaniciens à la pêche hauturière".

Article 2.

L'article 2 dispose en premier lieu que la condition de titres n'est pas exigée des enseignants qui sont actuellement en service. Il règle en outre leur situation pécuniaire.

L'article gagnerait en clarté s'il était scindé en deux alinéas.

Quant à la condition des titres, le bénéfice de cet avantage n'est accordé qu'aux enseignants qui sont pourvus d'une nomination provisoire ou définitive. L'intérimaire ne peut invoquer cette disposition pour sa nomination.

Les intentions du Gouvernement seraient mieux rendues si les mots "en fonctions" étaient remplacés par "nommés".

+

\+ +

.../...

Ainsi qu'il appert d'une lettre datée du 22 mars 1965 adressée par le Ministre des Communications au Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique accompagnant la demande d'avis, les articles 2, 3 et 4 tendent à légaliser à partir du 1er janvier 1960 les situations statutaires et pécuniaires des membres du personnel qui ne possèdent pas les titres requis par l'article 1er ou qui, sur base des instructions ministérielles, ont dû satisfaire à d'autres conditions que celles qui sont prévues par le présent projet.

Les intentions du Gouvernement seraient rendues d'une manière plus concise si la seconde phrase de l'article 2 était rédigée comme suit :

"Les services rendus dans ces conditions sont à considérer comme des "services équivalents" à partir de la date à laquelle les intéressés ont acquis les titres mentionnés ci-après :

A. Ecole supérieure de navigation.

1. Section "pont":
   - officier instructeur,
     brevet de deuxième lieutenant au long cours;
   - maître d'études,
     diplôme d'enseignement normal primaire ou d'enseignement moyen supérieur, complété par un certificat de cours normaux d'éducateur (du 1er janvier 1960 au 1er août 1962).

2. ... (la suite comme au projet) ...

.../...

B. Ecole de navigation,

1. Section "pont" :
   - officier instructeur,
     brevet de deuxième lieutenant au long cours ou au cabotage;
   - maître d'études,
     diplôme d'enseignement normal primaire ou d'enseignement moyen supérieur, complété par un certificat de cours normaux d'éducateur (du 1er janvier 1960 au 1er août 1962)".

Si le Gouvernement se rallie à cette suggestion, les articles 3 et 4 deviennent superflus.

Artikel 1.

A. Hogere zeevaartschool.

1. Directeur.

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, moet het "diploma van vierjarige universitaire studies" een einddiploma zijn dat afgegeven wordt na een volledige studiecyclus. De bedoelingen van de Regering zouden beter worden weergegeven door opsomming van de graden die na afloop van de studies worden verleend.

De woorden "diploma van vierjarige universitaire studies" zouden moeten worden vervangen door : "wettelijk of wetenschappelijk diploma van licentiaat, doctor, apotheker, ingenieur of geaggregeerde".

Deze opmerking geldt ook voor de leraar of lesgever van de afdelingen "dek" en "machine" van de Hogere Zeevaartschool en voor de directeur, de leraar of lesgever van de afdeling "dek" van de Zeevaartschool.

2. Afdeling "dek".

Officier-onderrichter.

Ter wille van de overeenstemming met de terminologie van het koninklijk besluit van 30 mei 1958 houdende rangschikking van de in de inrichtingen voor zeevaartonderwijs gegeven soorten van onderwijs en van zekere getuigschriften, diploma's en brevetten voor de zeevaart, vervange men in de Franse tekst de woorden "second lieutenant" door "deuxième lieutenant".

.../...

Deze opmerking geldt ook voor de officier-onderrichter van de Zeevaartschool, de stuurman van het opleidingsschip bij de Zeevaartschool en de in artikel 2 bedoelde officier-onderrichter.

Studiemeester.

Waar het ontwerp voor de studiemeester het diploma van hoger middelbaar onderwijs voorschrijft, eist het de titel die toegang geeft tot de universitaire studiën en weert het het getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs.

Sedert 1 januari 1965 immers, op welke datum de wet van 8 juni 1964 waarbij de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens worden gewijzigd, wat betreft de voorwaarden voor toelating tot de examens voor het behalen van de academische graden, in werking is getreden, worden voortaan twee verschillende titels verleend aan hen die een volledige humanioracyclus beëindigen. Enerzijds wordt het getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs afgegeven aan hem die met vrucht zijn middelbare studiën voltooit, terwijl anderzijds het diploma alleen wordt afgegeven aan hem die niet alleen met vrucht zijn middelbare studiën heeft voltooid, maar bovendien geslaagd is voor een maturiteitsexamen. Alleen het diploma verleent toegang tot de universitaire examens. Ook moet worden opgemerkt dat niet meer alleen zij die middelbare studiën hebben beëindigd, tot de examens voor het behalen van academische graden worden toegelaten, want krachtens dezelfde wet van 8 juni 1964 mogen aan de universitaire examens ook deelnemen de leerlingen van de hogere secundaire technische scholen (industrieel-wetenschappelijke afdeling).

.../...

Als de Regering derhalve van de studiemeester het bewijs vergt dat hij met vrucht een volledige cyclus secundaire studiën heeft beëindigd (middelbare of technische), is het voldoende de woorden "diploma van hoger middelbaar onderwijs" te vervangen door "gehomologeerd getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs of diploma van een hogere secundaire technische school (industrieel-wetenschappelijke afdeling) ". Als daarentegen de studiemeester een titel moet bezitten die toegang geeft tot hogere studiën, zal genoemde passus moeten worden vervangen door de volgende tekst : "gehomologeerd diploma dat toegang verleent tot een wettelijke academische graad".

Ten slotte leze men in de Franse tekst "enseignement normal primaire" in plaats van "enseignement normal inférieur"

Deze opmerkingen gelden ook voor de studiemeester van de Zeevaartschool.

3. "Oefenschip".

Ter wille van de overeenstemming met het reeds genoemde koninklijk besluit van 30 mei 1958, leze men in de Nederlandse versie overal "opleidingsschip" in plaats van "oefenschip".

4. Afdeling "machine".

Van de "leraar in de technische vakken" wordt een diploma van ingenieur (universitair) geëist.

.../...

Als het in de bedoeling van de Regering ligt de houders van de graad "landbouwkundig ingenieur" uit te sluiten, kunnen de woorden "diploma van ingenieur (universitair)" beter worden vervangen door "diploma van burgerlijk ingenieur".

5. Matrozen- en koksschool.

Leraars of lesgevers in de algemene vakken.

De leraar moet in het bezit zijn van het diploma van regent of van onderwijzer.

Er wordt geen diploma van regent meer afgegeven. Het is vervangen door de titel van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs.

Voorts moet op eenvormige wijze naar het diploma van onderwijzer worden verwezen.

De woorden "diploma van regent of van onderwijzer" vervange men door : "diploma van regent, diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of diploma van lager normaalonderwijs".

Deze opmerking geldt ook voor de leraar of lesgever aan de matrozen- en koksschool van de Zeevaartschool.

Opperkok-onderrichter en kok-onderrichter.
Chief-steward-onderrichter en steward-onderrichter.

Volgens de Nederlandse tekst wordt van de kandidaten voor de diverse betrekkingen een nuttige ervaring geëist. Deze al te vanzelfsprekende en overigens in de Franse versie niet met zoveel woorden gestelde eis, kan zonder bezwaar vervallen.

.../...

Deze opmerking geldt ook voor soortgelijke ambten bij de Zeevaartschool.

B. Zeevaartschool.

2. Afdeling "dek".

Alleen de houders van de brevetten van eerste luitenant ter lange vaart of ter kustvaart komen in aanmerking voor de graad van eerste officier-onderrichter.

Het brevet van eerste luitenant ter lange vaart wordt slechts afgegeven sedert 1 juli 1958. Voordien was het gelijkwaardig brevet dat van luitenant ter lange vaart (zie overigens de titels welke vereist zijn voor de eerste officier-onderrichter bij de Hogere Zeevaartschool).

Wil de Regering de houders van het brevet van luitenant ter lange vaart in aanmerking doen komen, dan moeten de woorden "brevet van eerste luitenant ter lange omvaart of ter kustvaart" worden vervangen door : "brevet van luitenant ter lange vaart afgegeven vóór 1 juli 1958, van eerste luitenant ter lange vaart of ter kustvaart".

4. Afdeling "machine".

Om dezelfde terminologie te behouden als die van het koninklijk besluit van 13 december 1961 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend personeel van de Rijksinrichtingen voor zeevaartonderwijs alsmede van de eraan toegevoegde opleidingsschepen, vervange men "afdeling machine (diepzeevisserij)" door "afdeling werktuigkundigen ter diepzeevisserij".

.../...

Artikel 2.

Artikel 2 bepaalt in de eerste plaats dat de voorwaarde inzake titels niet geldt voor de thans in dienst zijnde leerkrachten. Het bevat bovendien voorzieningen voor hun bezoldigingsregeling.

Het artikel zou aan duidelijkheid winnen, indien het in twee alinea's werd gesplitst.

Wat de voorwaarde inzake titels betreft, dat voordeel wordt alleen verleend aan de leerkrachten die voorlopig of vast benoemd zijn. De interimair kan zich op die bepaling niet beroepen om benoemd te worden.

De bedoeling van de Regering zou beter worden weergegeven als de woorden "in dienst zijn" werden vervangen door "benoemd zijn".

\+
\+ \+

Zoals blijkt uit een bij de adviesaanvraag gevoegde brief van 22 maart 1965 van de Minister van Verkeerswezen aan de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt, strekken de artikelen 2, 3 en 4 ertoe met ingang van 1 januari 1960 de statuut- en bezoldigingsregeling te legaliseren wat betreft de leden van het personeel die niet in het bezit zijn van de door artikel 1 vereiste titels, of die op grond van ministeriële onderrichtingen hebben moeten voldoen aan andere voorwaarden dan in het onderhavige ontwerp zijn bepaald.

.../...

De bedoeling van de Regering kan beknopter worden weergegeven als de tweede volzin van artikel 2 als volgt wordt gelezen :

"De onder die voorwaarden bewezen diensten moeten als "gelijkwaardige diensten" worden beschouwd vanaf de dag dat de betrokkenen de hiernavermelde titels hebben behaald :

A. Hogere Zeevaartschool.

1. Afdeling "dek":
   - officier-onderrichter ,
     brevet van tweede luitenant der lange vaart ;
   - studiemeester ,
     diploma van lager normaalonderwijs of van hoger middelbaar onderwijs, aangevuld met een getuigschrift van normaalleergangen voor opvoeder (van 1 januari 1960 tot 1 augustus 1962).

2. ... (voorts zoals in het ontwerp) ...

B. Zeevaartschool.

1. Afdeling "dek" :
   - officier-onderrichter ,
     brevet van tweede luitenant ter lange vaart of ter kustvaart ;
   - studiemeester ,
     diploma van lager normaalonderwijs of van hoger middelbaar onderwijs, aangevuld met een getuigschrift van normaalleergangen voor opvoeder (van 1 januari 1960 tot 1 augustus 1962).

Als de Regering hierop ingaat, worden de artikelen 3 en 4 overbodig.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. A. VANDER STICHELE, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. VANDER STICHELE, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.